

L'INFLUENCE DE L'IDEOLOGIE PATRONALE SUR LES VILLAGES DE SIDERURGISTES EN HAUTE-MARNE (MILIEU XIX - DEBUT XX SIECLE)¹

Gilles ALVES

Le terme de village caractérise des communautés rurales : celles-ci ont un lien avec le sol où elles sont implantées, concrétisé par des pratiques culturelles. Parler de *village de sidérurgistes* met donc en question la notion même de village, puisqu'un ouvrier sidérurgiste ne se définit que par le travail qu'il accomplit sur le fer. Des regroupements d'ouvriers sidérurgistes existent en Haute-Marne bien avant l'industrialisation du XIX^e siècle, autour de forges où sont élevés des logements. Ils ont lieu sur des sites proches d'une source d'énergie hydraulique. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les besoins accrus de main d'œuvre font grossir ces rassemblements d'ouvriers.

L'instauration de règles sociales minimales devient alors nécessaire à la vie commune qui s'y développe. Mais la création de véritables villages, impliquant des fonctions sociales élémentaires de reproduction de la communauté, n'apparaît pas indispensable ; des villages traditionnels existent en effet la plupart du temps à proximité de ce que les observateurs de l'époque appellent des colonies ouvrières. Pourquoi l'idéologie patronale favorise-t-elle, dans ces conditions, le développement de villages ouvriers ?

La réserve des partisans de la laïcité

1 Les racines idéologiques

Fernand Danelle, maître de forges à Louvemont, est l'un des premiers à se déclarer républicain et laïc. Aux élections législatives de 1874, il est soutenu par les radicaux contre le maître de forges d'Eurville, monarchiste et clérical. Mais il s'allie par la suite avec des catholiques ; son attitude politique peut le faire qualifier d'opportuniste jusqu'en 1887. Élu sénateur à cette date, il devient définitivement un soutien à Albin Rozet, maître de forges du Clos-Mortier.

Ce dernier, espoir des cléricaux réactionnaires dans les premières années de la III^e République, connaît une métamorphose entre 1880 et 1890. En 1882, il refuse l'appui des catholiques aux élections municipales. Selon le sous-préfet de Saint-Dizier, son ralliement à la République daterait véritablement de 1889. Mais, en 1890, il est soutenu par le mouvement ambigu du boulangisme qui en fait un purificateur de la République face au maître de forges de Marnaval, républicain conservateur et catholique. Albin Rozet rejoint enfin, à l'assemblée, les groupes de centre gauche à partir du début

¹ Cette étude reprend des conclusions contenues dans notre thèse consacrée à l'espace social de la sidérurgie haut-marnaise du milieu du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, préparée au département d'histoire de l'U.F.R. de Reims. Afin de ne pas alourdir la présentation de ce texte, les notes ont été très réduites. Pour plus de précision, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à la version plus complète de notre thèse.

du XX^e siècle. D'autres maîtres de forges, comme Edmond Capitain-Gény à Vecqueville, Isidore Ulmo à Rimaucourt et Doulaincourt, Emile Champenois A Chamouilley, Edouard Leclerc A Saint-Dizier ou Louis Rémond A Roches-sur-Rognon, font partie de la même mouvance idéologique que Danelle et Rozet.

Mais Danelle et Rozet ont un passé que n'ont pas leurs homologues. Sous le Second Empire, Danelle s'est lui-même battu pour défendre la sidérurgie haut-marnaise contre la politique de libre-échange du gouvernement et l'offensive des grandes compagnies concurrentes. Le père d'Albin Rozet, Jules Rozet, a aussi participé A ce combat. Les racines communes aux maîtres de forges de Louvemont et du Clos-Mortier sont nées en opposition A l'idéologie saint-simonienne.



1 : Le Clos-Mortier : la cité dite de la double rangée date de 1862. (Carte postale, vers 1900. Coll. part.).

En 1867, Danelle affirme sa gratitude vis-à-vis des ouvriers ; elle doit, selon lui, orienter la conduite des patrons dans leurs rapports avec les ouvriers : *En France, disons le bien haut et avec un légitime orgueil, ce n'est pas au moment où les denrées alimentaires ont atteint des prix exorbitants, ce n'est pas au moment où l'on rencontre tant de souffrance et à la fois tant de résignation, que l'homme vieilli au milieu de ses nombreux ouvriers, que l'homme accoutumé à leur respect comme à leur estime viendrait leur dire : vos salaires sont réduits. Si nos mœurs diffèrent à ce point des industriels anglais, ne nous en plaignons pas ; faisons nous en, au contraire, un titre d'honneur*². En prétendant s'exprimer au nom de la France entière, Danelle émet une vision globale de la société qu'il souhaite.

Jules Rozet, en 1869, donne aussi à son discours une portée universelle. Il défend une philosophie, aux relents légitimistes, basée sur la valeur de la liberté totale : *"Ce que nous voulons, ce que nous poursuivons avec l'énergie la plus profonde, c'est la*

² *L'Ancre*, 5 décembre 1867

*liberté pour tous (...) la liberté pour l'ouvrier d'exercer sa profession, sans être contraint à s'expatrier ; la liberté pour le pauvre de s'enrichir honnêtement (...) la liberté pour le faible de se fortifier ; la liberté pour le fort d'employer ses forces, pour le riche d'employer ses capitaux, dans le pays et au profit du pays (...) Nous voulons, en un mot, la liberté possible, la liberté durable, la liberté féconde"*³.

2 L'idéologie d'Albin Rozet

Les racines idéologiques du groupe des sidérurgistes haut-marnais, faites de principes très généraux, ne sont pas contradictoires avec une idéologie d'inspiration chrétienne. C'est une des raisons pour lesquelles la plupart des maîtres de forges républicains et laïcs restent muets et donnent l'impression que leur action sur les villages ouvriers ne relève que du seul pragmatisme.

La démarche d'Albin Rozet est plus originale. D'une ancienne famille de maîtres de forges, il se pose en héritier de la sidérurgie haut-marnaise et de ses principes. Son indifférence religieuse l'oblige à s'opposer politiquement à d'importants métallurgistes du département. Mais il adapte les valeurs émises par son père à son combat. Ainsi, il développe l'idée d'une démocratisation du capital, destinée à le rendre plus accessible à tous : aux ouvriers industriels en les autorisant, par une législation libérale, à faire valoir leur main d'œuvre et leurs économies dans des sociétés de production dont ils seraient à la fois les travailleurs et les actionnaires. Edouard Leclerc élabore une théorie qu'il nomme "la participation" ; son but est d'associer le travailleur à l'établissement qui l'emploie, par la répartition d'une partie des bénéfices à chacun, selon ses mérites, son ancienneté et ses aptitudes. "Peut-être ne le verrai-je point, mais je le rêve et le désire", confie-t-il⁴, avouant par ces termes son manque de pragmatisme.

MANOIS (Hte Marne) - La Cité de l'École



2 : Manois. La cité de l'école est construite entre 1865 et 1875. (Carte postale, vers 1930. Coll. part.).

³ *Meeting Métallurgique de Saint-Dizier. 19 décembre 1869. Compte-rendu, Saint-Dizier, 1870*

⁴ J. Labrut, "Saint-Dizier pendant l'entre-deux-guerres (1870-1914)", *Mémoires de la Société des Lettres, des Sciences, des Arts, de l'Agriculture et de l'Industrie de Saint-Dizier*, Tome V, années 1978-1982. Saint-Dizier, Impr. J. Gauthier, 1982. p.129.

Albin Rozet inclut la dimension pragmatique à ses intentions en insistant bien sur le fait que la seule chose exigée de l'ouvrier est sa rigueur dans le travail. Le patron du Clos-Mortier place sa façon de voir dans la perspective du monde moderne, saisie grâce à une analyse de la sidérurgie traditionnelle ; il situe donc son idéologie dans le temps : *"à peu près stationnaire pendant la première moitié du siècle dans sa modestie productrice et dans son outillage traditionnel, soudain, il y a 50 ans, sous l'empire de nécessités économiques et des progrès scientifiques, elle (l'industrie) dut se refaire, se renouveler de fond en comble, faire grand en toute chose (...)* De ce passé à la fois si loin et si près de nous, une seule chose a survécu, la meilleure : l'égard des ouvriers, nos collaborateurs et nos amis. A chacun selon ses œuvres et chacun maître chez lui. La discipline dans le travail, la liberté partout ailleurs et en toutes choses. Telle a toujours été la devise de cette maison. Elle fait son honneur et sa force parce qu'elle proclame et garantit la dignité du travailleur, l'inviolabilité de sa vie et de sa conscience"⁵.

3 L'apparente banalité des réalisations

En 1860, une salle d'asile est élevée au Clos-Mortier ; Jules Rozet se montre réaliste quant aux objectifs de cette réalisation. Il l'inscrit dans l'économie de son entreprise en disant qu'elle doit permettre aux familles ouvrières de gagner de l'argent en laissant les femmes travailler au lieu de garder leurs enfants. Une caisse d'épargne est d'ailleurs créée simultanément à cette institution. La salle d'asile relève donc plus du pragmatisme que d'un projet philanthropique qui mettrait en valeur l'esprit de charité du maître de forges. Pour preuve, une description du bâtiment en 1874 souligne que des salles n'ont jamais été achevées et que des améliorations seraient urgentes.



3 : Brousseval. Cité ouvrière construite vers 1880. (Carte postale, vers 1900. Coll. part.).

En 1875, Albin Rozet projette d'établir son usine en commune, qui s'appellerait Forges-sur-Marne. Il y ferait construire à ses frais une église, des écoles, un presbytère, une mairie et un cimetière. Mais il abandonne cette idée et se contente de poursuivre ses œuvres dans la logique de la salle d'asile. Un économat complète l'installation d'un

⁵ *La Liberté*, 2 mai 1901

abattoir mentionné en 1862. Puis une ferme est annexée à l'usine en 1881 ; elle donne naissance à une boucherie et une charcuterie en 1882. L'aspect utilitaire de ces institutions contraste avec les grandes ambitions de Forges-sur-Marne. De plus, ce réalisme profite directement au personnel de l'usine à qui est reversé l'ensemble des bénéfices de l'économat. Chaque famille peut ainsi jouir librement de son argent.

Au Clos-Mortier, les habitations sont peu soignées ; la double rangée présente des logements bas, étroits, de plain-pied et disposés de façon à favoriser les relations de voisinage ; vers 1900, la voirie y est on ne peut plus sommaire. Les logements des ouvriers de Danelle présentent les mêmes caractéristiques. En revanche, ceux d'E. Champenois et d'E. Capitain-Gény sont beaucoup plus vastes, donnent sur des trottoirs et comportent de grands jardins. Ces avantages contribuent à la fixation des ouvriers.

Cette fixation ne progresse guère au Clos-Mortier. En 1906, un peu plus de 35% des ouvriers sont présents dans leur logement depuis plus de 10 ans ; ce pourcentage n'est pas supérieur à celui de 1856. Mais, à partir de 1886, la partie ancienne du Clos-Mortier se vide de ses ouvriers spécialisés ; sa population se rapproche dès lors plus de celle d'un village traditionnel que d'une usine : sur une vingtaine de locataires, un boucher, un boulanger, deux marçaires, des domestiques et des employés finissent par côtoyer deux tréfileurs seulement. Un phénomène semblable a lieu à l'usine du Châtelier à Louvemont ; six veuves d'ouvriers vivent en 1906 dans des logements qui leur sont réservés jusqu'à leur décès. A Chamouilley et Vecqueville, des manoeuvres sont acceptés dans les cités, alors qu'à Rimaucourt et Doulaincourt, il n'y a que des ouvriers spécialisés jusqu'en 1914.

La mystification des catholiques modérés

1 L'utilisation du catholicisme par les maîtres de forges

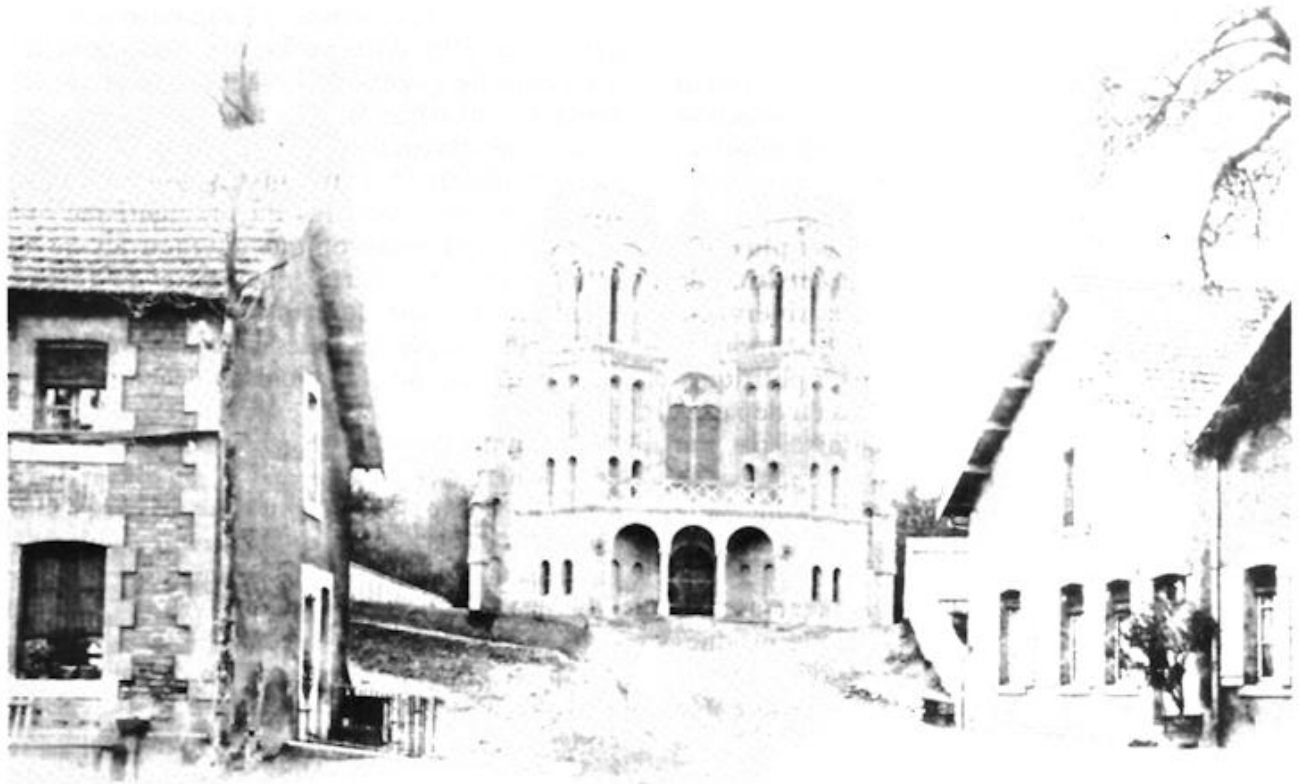
La charité chrétienne incite les nantis faire des dons ponctuels aux déshérités. Dans les forges, elle guide la conduite des maîtres qui viennent au secours des ouvriers nécessiteux. Des réalisations plus durables, comme des lavoirs, existent également au service des familles ouvrières. En 1909, Mme Chatel crée une pharmacie tenue par une religieuse à la fonderie de Bayard, à la suite de la mort de son mari. Cette charité encourage la reconnaissance de ceux qui en bénéficient à l'égard des donateurs. Il est aussi d'usage dans les forges de faire bénir les usines ou les machines nouvellement installées ; la religion permet alors de glorifier le travail sidérurgique. L'israélite Ulmo ne peut d'ailleurs se passer du prêche du curé de Rimaucourt pour glorifier les ouvriers lors de l'anniversaire de la catastrophe survenue dans son usine. Enfin, les écoles fondées aux frais des patrons d'usine enseignent, sous la direction de religieuses, des valeurs favorables au travail des forges. A la forge de Manois, possédée par le très catholique comte De Beurges, le bâtiment d'école occupe, par son volume et sa position en tête des cités, une place imposante.

Emile Giros, patron de Marnaval, fait, en 1869, l'éloge du pragmatisme en dénonçant les théoriciens qui sont le fléau des Etats. En politique, Giros et Robert-Dehault souhaitent entraîner les catholiques vers la République. En 1889, Giros accepte d'être le parrain des cloches de l'église Notre-Dame afin d'entrer en faveur auprès des catholiques qu'il avait indisposés par sa collaboration avec les partisans de la République⁶.

A Marnaval, E. Giros fait cautionner l'organisation sociale par le catholicisme. Dans les logements des ouvriers, l'image de M. Emile, après celle du Christ, occupe la place d'honneur. Il concilie sa politique de fixation des ouvriers avec des préceptes moraux : *L'ouvrier, vivant au milieu de ses camarades dont il redoute les jugements, s'occupe davantage de sa famille. Il veille par amour-propre à ce que son intérieur soit tenu, à ce que ses enfants fassent aussi bonne figure que ceux des voisins. Il évite en revenant de l'usine les haltes dans les cabarets si funestes à sa santé et à sa*

⁶ J. Labrut, art. cit., p.178

bourse (...) enfin, l'ouvrier installé dans un logement qu'il a arrangé à son goût, se décide bien plus difficilement à changer d'usine. La stabilité du personnel est plus grande ; elle est une garantie pour le patron et l'ouvrier⁷. De fait, des cuvettes pavées remplacent les fossés dans les cités de Marnaval dès 1869 ; et, entre 1872 et 1874, 22 aqueducs sont posés pour l'écoulement des eaux. L'autorité de l'Eglise se manifeste par l'occupation de pignons de cités ouvrières par les religieuses ou le presbytère. A Brousseval, vers 1880, avant que la famille Festugière n'adhère au catholicisme social, une cité, construite sur un plan géométrique selon le plan d'un architecte, modifie le tracé de la route ; trottoirs et demi-cuvettes pavées sont posés en 1884. Cette réalisation relève d'un urbanisme exceptionnel dans la sidérurgie hautmarnaise de cette époque.



Lib. A. Gauthier, Saint-Dizier.

Saint-Dizier. — Marnaval. — 1. Eglise. — O. J.

4 : Marnaval. L'église date de 1895. (Carte postale, vers 1900. Coll. part.).

2 La fonction sociale de l'église de Marnaval

En remplacement de deux chapelles, une église est en projet dès 1890 à Marnaval. Bien qu'Emile Giros ne soit plus un pratiquant depuis l'âge de 20 ans, ayant délaissé la religion pour les affaires, il insiste dans son testament pour être enterré à côté du nouvel édifice religieux. Cette église, placée sur une butte, domine le hameau ouvrier depuis 1895. Etablie sur les plans de De Vathaire, ingénieur de l'usine, elle a des piliers en fer, une charpente en fer et des murs en briques de laitier ; dotée d'un style roman, elle a une allure factice en rupture avec les traditions de l'architecture religieuse locale.

"Quand les ouvriers rentrent chez eux après avoir fourni leurs douze heures de travail, fatigués, noircis par la poussière du charbon et par la fumée, ils jettent un regard sur la porte de l'église qui ne demande qu'à s'ouvrir, ils pensent à Jésus-Christ qui a travaillé comme eux et pour eux, ils prennent des forces pour le dur labeur du

⁷ Notice sur l'exposition d'économie sociale de la Compagnie des Forges de Champagne, 1889. 64 pages

lendemain. Ils sont d'ailleurs fiers de ce bel édifice, construit dans un style part - un style d'usine - avec le fer qu'ils ont forgé, les appareils qu'ils ont façonnés, les matériaux qu'ils ont d'abord pétri de leurs sueurs"⁸. Le rôle de glorification du travail attribué à cette église est attesté par cet article de *La Croix*.

Mais à cette fonction traditionnelle s'ajoute celle du contrôle social de la population ouvrière. L'abbé Chrétiennot, desservant de la paroisse de Marnaval, rappelle à ses ouailles qu'il leur faut donner aux maîtres la confiance à laquelle ils ont droit. Les ouvriers ne sont pas dupes de l'emprise dont ils sont l'objet. Aussi, lorsqu'ils offrent un cadeau à M. et Mme Robert, à l'occasion des 25 ans de mariage de cet administrateur célébrés en l'église de Marnaval, prennent-ils bien soin de joindre une feuille avec le nom de ceux qui ont souscrit. Y. Régin, dans ses souvenirs sur Mar-naval, confirme l'aspect mystificateur des cérémonies religieuses : "tout le monde va à la grand-messe", dit-il. "Quant à ceux qui viennent à l'église parce qu'ils ont la foi, ils viennent à la messe de sept heures - la petite messe - où personne ne sera là pour les remarquer"⁹.

3 Le fonctionnement des institutions sociales à Marnaval

L'économat est le pivot des institutions sociales de Marnaval. Il fonctionne depuis 1871 et est augmenté d'une boucherie en 1876. Ses bénéfiques, réalisés grâce aux achats des ouvriers, leur sont répartis pour moitié au prorata de ce qu'ils ont acheté. L'autre moitié va la caisse de retraite créée en 1880. Celle-ci ne vit que grâce à ces subsides et à une subvention annuelle de la compagnie. Or c'est la caisse de retraite qui permet d'accorder une retraite aux ouvriers ou employés âgés ou infirmes, d'assurer les ouvriers contre les accidents, de subventionner la caisse de secours, de payer les frais des écoles et de développer l'instruction, de subventionner fanfare, société de gymnastique et bataillon scolaire, d'allouer des secours dans des circonstances exceptionnelles.

La dépense d'installation de l'économat est amortie dès la première année de fonctionnement. Ses magasins comprennent des salles de vente au rez-de-chaussée, des caves, des greniers, un bureau, et occupent six employés. Ils délivrent aux ouvriers des denrées alimentaires, des articles d'épicerie et de mercerie, ainsi que des chaussures et du tissu. La partie réservée au public est séparée par une paroi en bois d'un mètre et un grillage en toile métallique de trois mètres de hauteur. Les économats de Marnaval et Rachecourt *"constituent des services dépendant entièrement de la direction (...) les clients ne participent donc en rien à la gestion"* ; leur but est de permettre à *"l'administration de surveiller les dépenses et d'empêcher les ménages de s'endetter"*¹⁰.

Il y a une manipulation de la participation ouvrière aux institutions sociales. Tout d'abord par l'utilisation de jetons frappés au nom de la compagnie et délivrés à titre d'avance sur salaire : si elle est excessive, elle peut empêcher les ouvriers de se fournir ailleurs que dans les magasins de l'usine. Et il est dans l'intérêt des patrons de faire acheter aux ouvriers le plus possible à l'économat. Le système de la caisse de secours, alimentée par les cotisations et les amendes ouvrières, réduit également l'apport patronal aux recettes de 1888 à 13,5%. Les logements mis à la disposition des ouvriers ne concernent que les plus spécialisés d'entre eux. La prise en charge patronale est donc minimale et Y. Régin est victime d'une illusion entretenue par les administrateurs de Marnaval eux-mêmes lorsqu'il décrit la toute puissance d'Emile Giros sur les événements les plus intimes de la vie des ouvriers : *"Dans la caisse de sapin offerte à la famille par la Caisse de Secours de l'usine et fabriquée par les menuisiers de l'usine (...) le Marnavalais fera son dernier voyage dans le corbillard de l'usine, jusqu'au cimetière dominé par Emile Giros, le seul patron inhumé là, avec sa femme"*.

⁸ *La Croix*, 1er mars 1869

⁹ Y. Régin, *Ecrivains et terre natale*, dactyl., s.d.

¹⁰ *Notice...*, déjà citée, p.29-30

L'implication des catholiques sociaux

1 Les objectifs idéologiques des catholiques sociaux

L'un des buts de la première génération des catholiques sociaux apparus, à Saint-Dizier, lors de la création du cercle catholique d'ouvriers en 1875, est clair. Le cercle doit répandre des brochures s'attaquant à la légende révolutionnaire et destinée à fournir des armes aux catholiques de la classe dirigeante contre leurs adversaires. En 1909, l'esprit de la société de crédit immobilier à laquelle participe activement Jacques Marcellot a des perspectives similaires : *"Voir le père arraché aux funestes sollicitations du cabaret, aux mauvaises compagnies, aux pensées révolutionnaires, aux rêves de violence (...) ils réfléchiront à tous les bienfaits qui résultent pour une famille de son ancrage au sol, par la propriété, par le sentiment que, dans le monde du capital, toutes les portes ne sont pas fermées, toutes les sueurs, tous les efforts, ne servent pas uniquement à accroître le bien-être d'un petit nombre"*¹¹.

Jacques Marcellot, maître de forges des usines d'Eurville, adhère totalement au catholicisme social vers 1889-1890. Il reçoit Léon Harmel en 1892, dont il ne cessera de suivre l'exemple. Estimant que le socialisme sera repoussé en entourant l'ouvrier d'une atmosphère douce, Marcellot fait confiance à l'action individuelle des patrons. Cela signifie que ces derniers doivent s'impliquer personnellement dans l'aide à fournir aux ouvriers. C'est au patron de se renseigner dans les usines sur les besoins des malheureux ; l'idéal de Jacques Marcellot est de consacrer sa vie aux ouvriers, être témoin de leurs travaux, s'occuper d'eux, vivre de leur existence. Marcellot reconnaît que les patrons ne pourraient rien faire sans les ouvriers et réciproquement ; il exprime une vision des rapports sociaux où capital et travail seraient à égalité.

De ces relations doit naître un véritable attachement des ouvriers à leur patron ; par conséquent, c'est aussi le meilleur moyen de retenir la main d'oeuvre sur place. André Damour, en disciple de Marcellot, émet les mêmes idées à Bayard à partir de 1910. A Brousseval, un autre cheminement amène Paul Festugière vers le catholicisme social. C'est en tant que jeune écrivain parisien qu'il participe, en 1894-1895, au *Sillon*, revue d'inspiration démocrate chrétienne. Mais Festugière semble plus distant du monde ouvrier que son homologue d'Eurville ; à partir de 1908, il rejoint l'Action Française, favorable au néo-royalisme, au nationalisme intégral et au catholicisme autoritaire teinté d'antisémitisme. L'engagement politique de Marcellot est plus modéré ; membre de l'Action Libérale Populaire, il pense que l'organisation professionnelle doit être le fondement des réformes politiques et sociales. Il est suivi au début du XX^e siècle dans son combat contre Albin Rozet par Viry, Bouchenot et De Chanlaire, trois maîtres de forges de la vallée de la Blaise.

Des réalisations sociales complètes

Festugière, Bouchenot, Viry et De Chanlaire n'ont pas de politique sociale très originale. Ils se contentent de militer à l'Association Catholique des Chefs de Famille, dont le but principal est de surveiller les contenus des programmes scolaires quant à la place faite à la religion. Paul Festugière consacre beaucoup d'énergie à sauvegarder l'école libre de son usine à la suite de 1901. Il semble que les problèmes qu'il rencontre alors le découragent de développer les oeuvres sociales à Brousseval. En revanche, Jacques Marcellot met en place un ensemble d'institutions sociales des plus complets de l'époque¹².

La coopérative de consommation, présidée par Marcellot, redistribue ses bénéfices pour moitié aux consommateurs, tandis que l'autre moitié est utilisée au financement d'oeuvres sociales. Ainsi, dans un esprit très leplaysien, une caisse agricole loue à un prix très modique des champs labourés et fumés pour la culture des pommes de terre ; une caisse de prêt gratuit destinée à élever des porcs gras est aussi mise en place. Ces bénéfices alimentent en outre la caisse des réservistes

¹¹ A.D.H.M. 3 x 327.

¹² Selon J.M. Moine, *Les barons du fer. Les maîtres de forges en Lorraine du XIX siècle aux années trente*, éditions Serpenoise/Presses Universitaires de Nancy, 1989. 563 pages. p.323

territoriaux et une caisse d'assurance sur la vie. L'usine d'Eurville facilite l'accès de ses ouvriers aux denrées alimentaires par la création, en 1895, des *fournisseurs privilégiés* : cela consiste pour les bouchers et marchands de vin qui acceptent de recevoir des bons de l'usine, à accorder 3% de réduction sur la valeur de ces bons. Cette incitation à l'économie va de pair avec l'instauration d'une société d'épargne. Mais l'épargne, à Eurville, est l'aboutissement d'un système d'institutions destiné fixer les ouvriers. En effet, les livrets d'épargne sont divisés en deux parties. La première reçoit les dépôts volontaires des ouvriers qui les retirent librement ; mais la seconde, qui contient les remises des "fournisseurs privilégiés", les parts provenant des caisses de réserve et d'assurance sur la vie ainsi que la demi-retraite des ouvriers de plus de 60 ans qui continuent de travailler, ne peut être soldée avant 60 ans.

Ces institutions sont intégrées à la vie du village d'Eurville préexistant à la forge. La coopérative est installée le long de la R.N. 57 et aménagée de façon à ressembler à un magasin habituel. En 1895, les fenêtres du premier étage sont déplacées et celles du rez-de-chaussée agrandies pour faire deux vitrines. L'année suivante, un carrelage semblable à celui des gares est posé sur le trottoir, et un auvent est monté sur la devanture du magasin en 1900.

Marcellot mène une véritable politique sociale du logement ouvrier. En 1895, il crée la société *Le Foyer* ; à partir de cette date, on ne construit plus, à Eurville, et de façon unique en Haute-Marne jusqu'à l'expérience menée par Damour à Bayard à partir de 1910, que des maisons isolées entre elles et ne comprenant que deux logements. En 1906, le patron d'Eurville prête sans intérêt aux ouvriers qui veulent devenir propriétaires ; de plus, chaque famille ouvrière ayant un enfant en dessous de 13 ou 14 ans suivant que l'aîné est une fille ou un garçon, est logée gratuitement. En 1912, les moellons de laitier dont l'épaisseur (16 cm) est jugée insuffisante pour un isolement convenable, sont abandonnés dans la construction des cités. Jacques Marcellot s'investit dans la marche du comité des Habitations à Bon Marché de la Haute-Marne. Il participe à l'œuvre des jardins ouvriers en 1904 ainsi qu'à la création de la société de crédit immobilier en 1909. A Eurville, Marcellot obtient des résultats inégalés dans le département quant à la fixation de la main d'œuvre : dans la rue de Tivoli, en 1911, 77% des trente ménages logés par l'usine occupent leur logement depuis dix ans. Mais ces logements forment une rue du village d'Eurville, l'agrandissement d'un quartier spécifiquement ouvrier implanté sous le Second Empire à l'extérieur du village n'ayant pas été réalisé.

Les maîtres de forges haut-marnais qui déclarent appliquer leur vision du monde l'organisation sociale de leur main-d'œuvre sont au nombre de deux. Il y a Albin Rozet, qui fonde son idéologie sur un certain pragmatisme, en ce sens qu'elle ne s'intéresse qu'aux résultats du travail sidérurgique ; par ailleurs, elle prône la totale liberté de conscience et de conduite des ouvriers. Au patron du Clos-mortier s'oppose Jacques Marcellot, à Eurville. Celui-ci reprend à son compte le catholicisme social tel que l'a élaboré Léon Harmel. Son objectif est de créer une usine chrétienne, et il fait en sorte d'établir, par le biais des institutions sociales, une certaine égalité entre les ouvriers.

Ces deux grands courants idéologiques ne parviennent cependant nulle part à créer des villages ouvriers au sens strict : Albin Rozet échoue dans sa tentative d'ériger le Clos-Mortier en commune et Jacques Marcellot intègre les ouvriers au village d'Eurville préexistant. L'esprit des institutions sociales mises en place relève pourtant de leur idéologie : axées sur l'épargne au Clos-Mortier, elles ont tendance à tisser un système pour retenir la main d'œuvre à Eurville. Mais ces options n'ont pas de traduction spatiale ; aucune mairie n'a été créée en Haute-Marne par les maîtres de forges.

Marnaval est l'exemple qui se rapproche le plus de la définition du village ouvrier, comme entité détachée de toute agglomération. Le centre de la vie à Marnaval est l'église, construite *ex nihilo*. Elle n'est toutefois pas l'œuvre de partisans fervents du catholicisme social ; sa fonction est surtout de glorifier le travail, ce qui permet de dire que la religion a, Marnaval, non pas la place d'une vision sociale globale, mais celle d'une idéologie mystificatrice. Le but des administrateurs de Marnaval est pragmatique : mettre les ouvriers au travail ; mais il n'est pas avoué directement tel quel.

L'idéologie patronale s'oppose partout à l'idéologie socialiste naissante. Cette préoccupation est la plus flagrante chez Marcellot et les émules du catholicisme social ; à Eurville, Allichamps ou Vaux-sur-Blaise, ce rejet du socialisme est d'ailleurs efficace. Dans la région de Saint-Dizier, le socialisme arrive émerger, en présence d'une idéologie patronale plus timide dans ce combat. Le vote de villages où le maître de forges est républicain, comme Chamouilley ou Montreuil-sur-Blaise, laisse percer une frange assez consistante d'électeurs socialistes.

Cette ambivalence de l'idéologie patronale engendre des différences locales quant la formation des villages de sidérurgistes. Elle a aussi une portée mondiale, si l'on tient compte du combat anti-colonialiste mené par Albin Rozet au début du XX siècle, notamment en Algérie.

L'ensemble des actes du colloque est disponible sur le site de l'APIC

<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

